Cahiers de Psychologie Politique

N° 28 | 2016
Anarchisme et pensée libertaire Janvier 2016

Le terme « démocratie libérale » est-il un oxymore ? Sur le livre Post-démocratie de Colin Crouch

Colin CROUCH, Post-démocratie, Paris, Diaphanes, 2013, 137 p. ISBN 978-88928-003-2

Grégoire QUEVREUX

Édition électronique :
URL :
https://cpp.numerev.com/articles/revue-28/1839-le-terme-democratie-liberale-est-il-un-oxymore-sur-le-livre-post-democratie-de-colin-crouch
DOI : numerev_1024
ISSN : 1776-274X
Date de publication : 18/01/2016

This submission is licensed under **CC BY-NC-ND** (Attribution - No commercial - No derivatives).

Pour **citer cette publication** : QUEVREUX, G. (2016) Le terme « démocratie libérale » est-il un oxymore ? Sur le livre Post-démocratie de Colin Crouch. *Cahiers de Psychologie Politique*, (28). https://doi.org/10.34745/numerev_1024

Mots-clés :

Le lecteur découvrant le titre du livre de Colin Crouch ne pourra que se méfier. En effet, quiconque est un tant soit peu au courant des manies intellectuelles contemporaines sait qu'à peu près tout est devenu post-quelque chose. Crouch semble donc ici simplement succomber à une mode. D'une façon assez proche, il est devenu un truisme que de rappeler la crise morale et politique que traversent les démocraties occidentales et dont les symptômes les plus évidents sont la montée de l'abstentionnisme électoral et de formations politiques issues de l'extrême-droite. Alors que le discours médiatique tente souvent d'expliquer cette crise par la réémergence de sombres forces historiques venues du passé (le fameux « retour des années 30 »), tout l'intérêt du livre de Crouch est qu'il cherche à cerner en quoi la crise que nous traversons est, non pas la résurgence de quelques démons, mais bien plutôt une situation historiquement radicalement nouvelle.

Le livre de Crouch se compose de cinq chapitres, plus un sixième sous forme de conclusion. Il n'y a pas d'introduction, mais le premier chapitre en fait plus ou moins office. De plus, la préface à l'introduction française introduit assez efficacement la thèse du livre : Crouch y développe rapidement comment la crise financière dans le cadre de l'Union Européenne illustre sa théorie (il serait probablement exagéré de qualifier Crouch d'« eurosceptique », il semble cependant peu optimiste quant à la capacité de l'UE à se démocratiser et à prendre son indépendance vis-à-vis des lobbies). Il note, non sans une pointe d'ironie, que « le remplacement temporaire des gouvernements élus en Grèce et en Italie par des équipes dites « technocratiques », dirigées dans les deux cas par des hommes dont la carrière s'est épanouie chez… Goldman Sachs ! » constitue l'un des signes les plus impressionnants du délitement de la vie démocratique sous la pression du néolibéralisme. Le livre ne dispose pas d'appareil de notes (ce qui est un grave manque), mais dispose d'un index thématique et d'une bibliographie (malheureusement assez succincte). Sans être un livre grand public, *Post-démocratie* n'est donc pas non plus une publication strictement académique et s'adresse plutôt à un plus large public. Deux mots sur l'auteur : Colin Crouch (né en 1944) est un sociologue et politologue anglais. Il a enseigné à la *London School of Economics*, à Oxford, à l'Institut Universitaire Européen de Florence. Il a achevé sa carrière universitaire en 2011, alors qu'il enseignait le management public à la *University of Warwick Business School*.

Crouch consacre le premier chapitre de son livre à justifier son titre. Il estime que la pensée politique actuelle a tort de rester enfermée dans la dichotomie historique démocratie / totalitarisme, et estime que son concept de post-démocratie peut apporter un éclairage nouveau. L'ère post-démocratique ne se caractérise pas selon Crouch par la négation de la démocratie mais par son pourrissement. Une post-démocratie maintient ainsi toutes les institutions démocratiques classiques (état, partis politiques, citoyenneté…), mais les vide totalement de leurs contenus initiaux jusqu'à ce qu'elles ne soient plus démocratiques. On pourrait résumer l'intuition du livre de Crouch ainsi : les états occidentaux font semblant d'être démocratiques, ils sauvent les apparences, alors qu'ils ne le sont en réalité plus, mais sans pour autant devenir totalitaires.

La passivité de l'état

Un concept-clé du livre de Crouch est celui d'entreprise-fantôme. Une entreprise fantôme est une multinationale ayant totalement abandonné tout processus de production industrielle, qu'elle sous-traite à des usines indépendantes, pour ne s'intéresser qu'à la conception de ses produits, mais surtout au développement publicitaire de sa marque. Crouch donne ainsi comme exemple d'entreprise-fantôme Nike, on pourrait rajouter aussi Apple. On le voit, l'entreprise-fantôme est à la fois un produit et un acteur de la mondialisation (l'Iphone d'Apple est à ce sujet emblématique : conçu en Californie dans la Silicon Valley, assemblé en Asie à partir de matériaux issus pour certains des mines africaines, puis vendu en France, Allemagne, Suède…).

Le problème que relève Crouch est que l'Etat cherche de plus en plus à se modeler sur l'exemple de l'entreprise-fantôme. Traversés par une véritable et profonde crise de confiance, les gouvernants en sont ainsi venus à croire à l'incompétence fondamentale de l'Etat dans la gestion des services publics, et donc à la nécessité de les confier au secteur privé. L'Etat désengagé, devenu une entreprise-fantôme, n'aura plus qu'à s'intéresser au développement de sa « marque ». Cela n'explique bien sûr pas totalement la vague de privatisation des services publics de ces dernières années, mais éclaire en revanche en profondeur l'idéologie qui la sous-tend. Au final, nous dit Crouch, l'Etat occidental adhère au postulat typiquement néolibéral selon lequel « il vaut mieux que l'Etat ne fasse rien, à part garantir la liberté des marchés ». Le rôle de l'Etat n'est ainsi plus d'assurer les conditions de la vie politique, mais celle de la vie économique. La pointe de ce postulat a été atteinte en 2000 lors du scrutin présidentiel américain où l'élection de Georges. W. Bush, pourtant entachée d'une série d'irrégularités, fut néanmoins entérinée dans le but avoué de rassurer les marchés.

Crouch relève toutefois plusieurs problèmes. D'abord, il est bien sûr loin d'être évident que le secteur privé puisse réellement remplacer l'Etat (quel intérêt par exemple pour le secteur privé de maintenir en tout lieu des services performants de santé et d'éducation ?). De plus, cette collusion entre l'Etat et le secteur privé entraîne plusieurs effets pervers. Crouch estime que l'Etat, n'ayant plus aucune confiance en ses propres capacités, ne fait absolument plus le poids face aux multinationales. En effet, celles-ci peuvent user de diverses menaces contre lui, comme par exemple la délocalisation. Les

multinationales « s'immunisent » ainsi à l'impôt, la pression fiscale reposant sur les entreprises se déportant alors vers les PME, ces dernières étant pourtant les principales pourvoyeuses d'emplois. L'Etat se retrouve ainsi particulièrement soumis aux campagnes de lobbying. Il peut même arriver que les lobbyistes rejoignent l'Etat. C'est particulièrement le cas aux Etats-Unis où l'on voit des membres de conseils d'administration de grands groupes internationaux devenir secrétaires d'état. La conséquence est que ce n'est du coup plus le débat public qui décide des orientations de l'Etat mais bien plutôt les lobbies patronaux (un exemple de cela nous est donné en France par l'absence totale de débat public sur les ventes d'armes de la France à des pays comme l'Arabie Saoudite). Enfin l'Etat, c'est-à-dire les équipes gouvernantes, devient surtout préoccupé de faire sa publicité. Le discours politique devient ainsi de moins en moins justement « politique » pour devenir un avatar du marketing de masse, en témoigne la présence autour des hommes politiques de *spin doctors* souvent venus du monde de la publicité et qui vendent une décision politique de la même façon qu'ils vendraient un yaourt. Ce processus, largement encouragé par les besoins strictement commerciaux des conglomérats des *mass media*, entraîne une véritable dégradation de la parole publique. Dans les journaux, comme le dit Crouch, « le gros titre a laissé sa place à la petite phrase ».

La soumission des partis politiques

Cette collusion avec le secteur privé se retrouve aussi aux niveaux des partis politiques dont les cadres dirigeants ont nettement plus partie liée avec le cercle des grandes entreprises qu'avec leur base militante. Les partis politiques sont tout autant que l'Etat modelés sur l'exemple de l'entreprise-fantôme. Ils font ainsi appel à des instituts de sondage afin de connaître l'état de l'opinion (au lieu de s'adresser à leurs militants de terrain) et ont remplacé par de grandes campagnes médiatiques de marketing politique les anciennes activités locales qui servaient à sensibiliser l'électorat à leur cause. Ces activités coûtant très cher, les partis sont devenus dépendants de riches donateurs, et donc eux aussi particulièrement sensibles aux lobbies patronaux. Crouch voit un exemple « chimiquement pur » de parti politique post-démocratique dans le parti italien *Forza Italia* :

« Suite à l'effondrement de la Démocratie chrétienne et des partis socialistes italiens, à cause des scandales de corruption au début des années 1990, l'entrepreneur Silvio Berlusconi – étroitement lié à l'ancien régime – a rempli rapidement le vide politique en mobilisant les ressources fournies par son vaste réseau d'entreprises (ce vide aurait d'ailleurs pu être facilement comblé par la participation du parti communiste au gouvernement). Le réseau de Berlusconi comprenait des chaînes de télévision, une maison d'édition, un important club de football, un empire financier, une chaîne de supermarchés, etc. En l'espace de quelques mois, il créa l'un des principaux partis italiens ; malgré de nombreuses difficultés résultant surtout de scandales de corruption, *Forza Italia* reste puissant jusqu'à aujourd'hui. Au départ, il ne disposait ni de membres ni de militants proprement dits. La plupart des fonctions habituellement assurées par

des bénévoles étaient prises en charge par les salariés des différentes entreprises de Berlusconi. Le mouvement n'avait évidemment pas besoin de financements extérieurs, car un homme qui possède trois chaînes nationales de télévision, un quotidien national et un magazine populaire hebdomadaire n'a pas besoin des militants d'un parti pour transmettre son message. »

Crouch estime que même les partis sociaux-démocrates, pourtant historiquement éloignés des milieux d'affaires, se sont remodelés sur ce modèle après l'effondrement de leur base électorale, c'est-à-dire la classe ouvrière, durant les années 80. Confrontés à l'effacement de l'ancien « peuple de gauche », les partis sociaux-démocrates ont confié à des techniciens de l'opinion le soin d'en trouver un nouveau. Pourtant, Crouch note qu'aucune nouvelle identité de gauche n'a véritablement émergé, et attribue à ce manque l'échec de plusieurs partis sociaux-démocrates européens ces dernières années. De même, il attribue le succès récent des partis d'extrême-droite à leur capacité à proposer à leurs électeurs une identité forte. Crouch pense cependant qu'on surestime l'importance du racisme chez les électeurs de ce genre de mouvements dans lesquels il voit plutôt à l'œuvre « le désir des électeurs de soutenir une politique prétendant tenir compte des préoccupations des simples citoyens, à partir d'une perspective apparemment extérieure aux élites sociales et politiques établies ». Bref, c'est avant tout la rupture entre le peuple et les partis politiques (surtout préoccupés de complaire aux différents lobbies) qui a ouvert la voie à la démagogie de l'extrême-droite.

La dégradation de la citoyenneté

Cette redéfinition des partis politiques a accompagné une transformation de la société politique elle-même. Alors que les partis devenaient de plus en plus rigoureusement contrôlés par une élite de cadres supérieurs essentiellement soucieux de communication de masse, liés aux milieux d'affaires et s'en remettant aux instituts de sondage pour connaitre l'état de l'opinion, les militants de base, ou tout simplement quiconque désirant s'impliquer dans la vie politique de sa communauté, se sont retrouvés dépourvus de moyens d'expression.

Crouch voit dans ce dernier phénomène un symptôme alarmant de dégradation de la vie démocratique. Pour le cerner au mieux, il oppose les notions de citoyenneté positive et de militantisme négatif (qui recoupent, au moins partiellement, celles de liberté positive et de liberté négative définies par le philosophe Isaiah Berlin, sans cependant que Crouch y fasse allusion, ce qui peut s'expliquer par l'absence d'appareil de note, ou bien par l'hésitation de Crouch de citer un intellectuel aussi conservateur que Berlin dans un livre dont le but est de soutenir la social-démocratie). Crouch estime que la citoyenneté positive est celle « grâce à laquelle les groupes et les organisations développent des identités collectives dont ils perçoivent les intérêts, et formulent de façon autonome les revendications, qu'ils transmettent ensuite au système politique ». Inversement, dans le militantisme négatif, « au ton accusateur et plaintif » nous dit Crouch, le débat politique se résume à « demander des comptes aux politiciens, placer

leurs têtes sur un billot, et scruter le moindre détail de leur vie publique et privée pour vérifier leur intégrité ». Crouch estime que ces deux notions se retrouvent dans la vie démocratique, mais il note cependant qu'en post-démocratie, la citoyenneté positive a tendance à disparaître alors que le militantisme négatif se renforce. Si Crouch reconnaît au militantisme négatif certains mérites du fait de sa grande capacité critique, il lui reproche néanmoins de penser que la politique ne concerne que les élites, et donc d'entretenir l'« approche passive de la démocratie » qui est propre à la post-démocratie. *A contrario*,l'effacement de la citoyenneté positive dans la post-démocratie est pour lui profondément problématique car elle constitue précisément « évidemment l'énergie créatrice de la démocratie ».

Crouch note que l'émergence contemporaine et le dynamisme de groupes issus de la société civile et défendant des causes spécifiques (défense de l'environnement, des SDF, des migrants, du Tiers-monde, des animaux, des femmes, des minorités sexuelles, des identités régionales, des communautés ethniques ou religieuses…) pourraient être vus comme une objection à sa thèse. Il reconnaît la vitalité et l'importance pour la vie démocratique de ces groupes aujourd'hui. Il y voit même une résistance importante à la post-démocratie. Il pense néanmoins qu'ils posent certains problèmes. Il relève en premier lieu une différence entre les groupes « qui défendent un programme essentiellement politique, cherchent à mener une action juridique, à faire adopter une loi, ou à permettre le financement d'une mesure par les autorités publiques », et ceux « qui mènent directement des actions sur le terrain et ignorent la politique traditionnelle », notant au passage que les groupes de la seconde catégorie « se sont récemment multipliés ». Ces groupes apolitiques (ou du moins extérieurs aux institutions partisanes) ne sont cependant pas pour Crouch de bons indicateurs de la santé de la vie démocratique, puisque la démocratie est par essence un phénomène politique. Il remarque d'ailleurs que de tels groupes peuvent exister dans des sociétés non-démocratiques « où l'engagement politique est soit dangereux, soit impossible, et où l'état se préoccupe peu des problèmes sociaux ». Les groupes de la première catégorie posent selon Crouch une question plus complexe. Il estime que l'existence de tels groupes témoigne de la vitalité du libéralisme, mais non de la démocratie. Crouch relève que le vocable « démocratie libérale », que nous utilisons usuellement pour désigner les régimes occidentaux, s'il rappelle leur caractère nécessairement complémentaire, efface aussi la tension qui peut exister entre libéralisme et démocratie. Crrouch résume ainsi la différence entre ces deux notions : « la démocratie implique l'existence de mécanismes approximativement égalitaires accessibles à tous les citoyens dès lors qu'ils souhaitent provoquer des changements politiques » alors que « le libéralisme suppose l'existence de moyens nombreux, vastes et variés permettant aux citoyens de modifier leur sort ». Nous pouvons donc constater que, selon Crouch, l'activité démocratique se définit par la possibilité de mener des actions visant le bien public, alors que l'activité libérale vise à mener des actions visant l'amélioration des droits individuels. Ces deux activités ne sont pas nécessairement contradictoires, mais dans la post-démocratie l'activité démocratique s'estompe au profit de l'activité libérale. Le problème estime Crouch est que ces groupes voulant faire pression sur l'Etat ou les partis politiques ne sont absolument pas à égalité. Les groupes d'intérêt les

plus riches, et donc les plus à même de mener des campagnes de lobbying, ont bien évidemment un avantage décisif. Que pèsent ainsi, relève-t-il, les groupes de pression défendant une alimentation saine face à ceux défendant l'industrie agro-alimentaire ?

Que faire ?

Après avoir décrit « l'inévitable entropie de la démocratie », Crouch propose dans son sixième et dernier chapitre trois pistes pour lutter contre ce processus de déclin de la vie démocratique qu'est la post-démocratie. D'abord, lutter contre la domination des lobbies patronaux. Crouch se fait le défenseur d'une régulation du capitalisme et dénonce le « coup de bluff » de la classe politique qui dissimule son renoncement à cette régulation, et donc sa subordination aux intérêts des multinationales, derrière l'idée que toute régulation du capitalisme détruit la dynamique économique. Crouch critique cette affirmation, et rappelle qu'au contraire c'est parfois la régulation qui a permis de guérir les économies en crise. Il faut donc que les Etats souverains reprennent confiance en eux, retrouvent leurs prérogatives qu'ils ont trop vite cédées à des sous-traitants, et que cesse la confusion entre secteur public et secteur privé. Crouch rajoute avec lucidité qu'on ne pourra lutter efficacement contre l'influence des lobbies qu'en régulant et contrôlant strictement les relations (et en particulier les flux d'argent) entre eux et les partis politiques.

La deuxième piste que Crouch propose est la « réforme de nos pratiques politiques ». L'abstention électorale massive est le principal symptôme de l'affaissement de la vie démocratique. On voit donc avant chaque élection importante une alliance des classes médiatiques, politiques et du *Show Business* nous expliquer à quel point il est important d'aller voter, c'est-à-dire d'apporter sa légitimité à la prochaine équipe gouvernante (voir des expatriés fiscaux issus du *Showbiz* dire que les abstentionnistes sont de mauvais citoyens reste par ailleurs un spectacle délectable). Pourtant, Crouch note que la classe politique se « débat dans un paradoxe » : d'un côté elle ne désire absolument pas que la masse des citoyens vienne interférer dans ses affaires (l'incroyable façon dont elle a enterré le référendum de 2005 sur la Constitution Européenne reste un exemple emblématique), de l'autre elle continue à avoir besoin de son soutien passif pour assurer sa légitimité. Elle se retrouve donc à devoir « encourager au maximum une participation minimale ». Crouch remarque cependant que ce paradoxe ne concerne que l'élite et qu'une façon de lutter contre la post-démocratie est de motiver et renforcer l'engagement des citoyens, en particulier à l'échelon local où la vie politique demeure, estime-t'il, plus démocratique. De plus, Crouch critique la fidélité trop étroite à un parti politique, celui-ci finissant par considérer son électorat comme acquis. Loin de faire l'apologie du « vote utile » (qui permet à un parti de ramasser des votes en ne s'engageant à rien), il estime au contraire que les électeurs ne doivent pas hésiter à abandonner un parti si celui-ci ne répond plus à leurs aspirations : « la force des membres d'un parti est d'autant plus grande que leur soutien est conditionnel ».

Enfin, Crouch remarque, comme nous l'avons déjà noté, l'émergence de groupes défendant de nouvelles causes spécifiques et de nouvelles identités politiques. Cette

émergence est toujours, remarque Crouch, génératrice de désordre, ce qui permet à la classe politique de les dénoncer et de s'affirmer comme la seule incarnation légitime de la démocratie. Il nous faut néanmoins rejeter cette présentation des choses et voir dans ces nouvelles identités militantes un moyen de lutte contre la post-démocratie. Crouch peut ici donner l'impression de se contredire (après tout, il a critiqué ces mêmes groupes quelques pages avant). Crouch reconnaît la contradiction mais ne s'explique pas vraiment dessus. Il reconnaît que les pistes qu'il donne ne peuvent que « contrecarrer partiellement cette dérive inexorable vers la post-démocratie ». On pourrait résumer la position implicite de Crouch ainsi : l'émergence de ces nouvelles identités politiques peut limiter la post-démocratie, en particulier le phénomène de désengagement des citoyens qui l'accompagne, mais ne saurait remplacer des partis politiques indépendants et à l'écoute des électeurs qui restent nécessaires à une vie démocratique de qualité et la meilleure façon de lutter contre la montée de l'extrême –droite.

Conclusion

Le livre de Crouch est synthétique, clair et se lit facilement. Il est néanmoins assez dense et je ne l'ai ici bien sûr résumé que partiellement. Son concept de post-démocratie semble, comme il l'avance, décrire adéquatement notre situation politique présente et nous permettre de dépasser le clivage démocratie/totalitarisme qui a perdu beaucoup de sa force opératoire pour comprendre les mutations contemporaines de la démocratie libérale occidentale.

Alors, le terme « démocratie libérale » est-il un oxymore ? Non bien sûr. La critique de Crouch porte sur le néolibéralisme et ses effets délétères sur la vie démocratique. Mais il fait cette critique du point de vue très modéré d'un social-démocrate défendant une conception classique de la démocratie libérale. Ce point de vue très modéré suffit cependant à faire une critique acérée, ce qui montre bien le caractère déjà fort dégradé de nos démocraties. Le livre de Crouch montre donc aux chantres de la mondialisation forcément heureuse que l'adoption du néolibéralisme ne s'accompagne pas d'un accroissement de la vie démocratique, mais au contraire de sa contraction.